

17 NOVEMBRE 2014

CS/11649

La reconstruction de Gaza passe par le renforcement du cessez-le-feu et l'unité palestinienne dans le territoire, souligne M. Toyberg-Frandzen devant le Conseil de sécurité

7312e séance – matin

- **CONSEIL DE SÉCURITÉ**

COUVERTURE DES RÉUNIONS

« La reconstruction de Gaza ne sera possible sans des efforts permettant de rétablir la confiance entre Israéliens et Palestiniens », a déclaré, ce matin, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques par intérim, M. Jens Toyberg-Frandzen, au cours de la réunion mensuelle que le Conseil de sécurité consacre à la situation au Moyen-Orient. Il est nécessaire, a-t-il souligné, que les parties œuvrent au respect du cessez-le-feu en cours pour assurer la reconstruction du territoire palestinien, largement dévasté pendant le conflit de l'été dernier. Cela passe, a-t-il dit, par la levée des restrictions de déplacements et la pleine mise en œuvre du mécanisme temporaire de reconstruction.

À la mi-septembre, le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert Serry, avait annoncé que son Bureau était parvenu à un accord entre Israël, l'Autorité palestinienne et l'ONU afin de permettre les travaux de reconstruction nécessaires dans la bande de Gaza. Cet accord offre des assurances par le biais d'une surveillance de l'ONU selon lesquelles les matériaux ne seront pas détournés de leurs destinations civiles.

Ce matin, M. Toyberg-Frandzen a estimé que le succès de la reconstruction de Gaza reposait sur la volonté des Palestiniens de rester unis et de tout faire pour que le Gouvernement de consensus national soit opérationnel à Gaza. À cet égard, il a déploré le peu de progrès réalisés pour appliquer l'accord établissant ce Gouvernement. « Les bombardements récents qui ont pris pour cible des membres et des installations du Fatah à Gaza souligne la fragilité de l'accord de réconciliation », a-t-il fait remarquer, en encourageant les factions palestiniennes à prendre

d'urgence les mesures nécessaires pour assurer son entrée en vigueur et s'abstenir de toute action susceptible de saper cet effort.

Le Sous-Secrétaire général par intérim a par ailleurs abordé la question de la poursuite des violences à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et en Israël qui, comme les activités israéliennes de construction de lotissements -« qui ne cessent pas »-, empêchent toute avancée vers la réalisation de la solution à deux États. « Le temps est venu pour les dirigeants israéliens et palestiniens de faire les difficiles compromis qui, seuls, permettront de promouvoir la stabilité et d'assurer une sécurité à long terme à la fois aux Israéliens et aux Palestiniens », a-t-il déclaré.

M. Toyberg-Frandzen a d'abord rappelé que le Secrétaire général restait alarmé par l'intensité des violences à Jérusalem et en Cisjordanie, en particulier les heurts qui opposent « quasi quotidiennement » de jeunes Palestiniens aux Forces de sécurité israéliennes. « Les attaques contre des sites religieux, tout particulièrement, peuvent avoir des répercussions au niveau régional et au-delà », a-t-il averti.

Il a également précisé qu'au cours des quatre dernières semaines, près de 500 Palestiniens, dont 60 enfants et 8 femmes, avaient été blessés par les Forces de défense israéliennes en Cisjordanie, et que 8 soldats israéliens avaient été blessés dans le territoire palestinien pendant la même période. « Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, avait exprimé sa profonde préoccupation en ce qui concerne la reprise des violences, et il a appelé toutes les parties à faire leur possible pour éviter toute exacerbation des tensions », a rappelé M. Toyberg-Frandzen. Il a ensuite salué la levée, le 14 novembre, de restrictions d'accès au Mont du Temple/Haram Al Charif en fonction de l'âge, en notant que la prière du vendredi s'était déroulée sans incident.

S'agissant des activités israéliennes de peuplement, M. Toyberg-Frandzen a indiqué que, depuis le 21 octobre, un total de 82 bâtiments palestiniens, dont 47 étaient des habitations, avaient été détruits en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Ajoutant que les démolitions avaient entraîné le déplacement de 169 Palestiniens, dont 80 enfants, il a insisté sur le fait que les transferts forcés de populations constituent des violations du droit international et du droit international humanitaire. Les activités liées à l'implantation de colonies de peuplement contribuent à renforcer la méfiance entre les parties. C'est pourquoi, le Secrétaire général a déclaré, à maintes reprises, que les actions unilatérales de ce type ne pouvaient que saper les chances de stabilité et de paix durable, a-t-il indiqué. Jugeant que l'absence de cadre politique crédible provoque le durcissement des positions, il a exhorté les parties à reprendre sans délai les pourparlers de paix. À ce propos, il a salué l'importante visite effectuée récemment dans la région par la nouvelle Haut-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Federica Mogherini, au cours de laquelle elle avait insisté sur un retour immédiat à la table des négociations.

Se voulant ensuite optimiste, M. Toyberg-Frandzen a noté que le mécanisme temporaire de reconstruction de Gaza était devenu opérationnel au début du mois de novembre. Dirigé par le Gouvernement de consensus national palestinien et impliquant le secteur privé, le mécanisme doit fournir dans un premier temps le matériel nécessaire à la réparation des abris. Ainsi, au 13 novembre, près de 1 100 habitants de Gaza avaient pu acheter près de 560 tonnes de ciment et débiter les travaux de réhabilitation de leurs maisons, a-t-il fait observer. À ce jour, 80 000 personnes sont sans abris, dont 30 000 ont été accueillies dans les installations de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Répondre aux besoins les plus pressants des populations représente un défi colossal, a-t-il encore admis, en rappelant que les projets de construction de l'ONU aurait un coût estimé à 62 millions de dollars.

« Israël doit encore donner son autorisation à la réalisation de ces projets », a-t-il regretté, en insistant sur le fait que cette autorisation par les autorités israéliennes était essentielle pour engager la reconstruction le plus rapidement possible des infrastructures de la bande de Gaza. Après avoir exhorté les donateurs à honorer les engagements pris lors de la Conférence du Caire du 12 octobre sur la reconstruction du territoire palestinien, M. Toyberg-Frandzen a réaffirmé que les efforts en cours n'aboutiraient à rien en cas de non-respect du cessez-le-feu par les parties israélienne et palestinienne. C'est ainsi qu'il a encouragé les deux bords à trouver, sous les auspices de l'Égypte, des solutions concrètes garantissant la durabilité de la trêve et le renforcement des efforts de reconstruction.

Concernant la réconciliation interpalestinienne, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques par intérim a déploré les récents bombardements qui ont visé les membres et les locaux du Fatah à Gaza, mettant ainsi en relief la fragilité de l'accord de réconciliation.

Après avoir encouragé les factions palestiniennes à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour assurer son entrée en vigueur et s'abstenir de toute action susceptible de saper cet effort, il a souligné que le Gouvernement de consensus national devrait pouvoir assumer ses responsabilités à Gaza. Il a réitéré l'appui des Nations Unies à cet effort.

Avant de conclure, M. Toyberg-Frandzen a abordé brièvement la situation en Syrie et dans le Golan. Sur le premier point, il a évoqué les propositions de l'Envoyé spécial pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, pour accélérer la désescalade des violences, en premier lieu à Alep. « L'Envoyé spécial compte sur votre soutien », a-t-il dit aux membres du Conseil. S'agissant du Golan, il a indiqué que la situation dans la région demeurait volatile. « La Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) a continué d'être témoin de heurts violents entre les Forces armées syriennes et des membres armés de l'opposition, ainsi que de frappes aériennes syriennes dans les zones de séparation et de limitation. » « Ces incidents menacent le cessez-le-feu entre Israël et la Syrie », a-t-il prévenu.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.